

Hollande, Le Paon, et nous... quelques réflexions sur l'avenir de notre syndicalisme

La situation économique, sociale et politique de cette rentrée est particulièrement préoccupante pour le mouvement social, et le syndicalisme en particulier.

Pendant les cinq années de « droite décomplexée », c'est-à-dire de politique gouvernementale entièrement au service du capital et multipliant les coups contre le salariat et les services publics, le mouvement syndical s'est trouvé dans l'incapacité de mobiliser fortement pour imposer un changement de cap.

Cette impuissance a été largement analysée, déjà : une très forte division syndicale, produit à la fois de logiques d'appareil qui sont toujours d'autant plus puissantes que l'appareil tourne à vide, déconnecté de la mobilisation des masses, et de divergences stratégiques majeures. Ces deux facteurs se nourrissant d'ailleurs l'un l'autre, dans un cercle vicieux que la simple incantation ne permettra évidemment pas de rompre.

L'alternance politique de 2012 s'est donc produite dans ce contexte de syndicalisme affaibli, et plus généralement d'un mouvement social atone (puisque le mouvement « associatif » type ATTAC, connaît peu ou prou la même crise, à l'exception notable de RESF). Ce contexte avait, paradoxalement, remis la question du politique au centre du débat.

Lors de l'ouverture du congrès de Reims, Frédérique Rolet affirmait ainsi : « *nous avons désormais l'espoir de débouchés politiques aux revendications portées par le mouvement syndical* », traduisant ainsi les aspirations de nombre de nos militants.

Deux ans et demi plus tard, force est de constater que le bilan est tout autre. La politique menée par le gouvernement, si elle est effectivement différente de celle de son prédécesseur sur bien des aspects, n'a constitué en rien une rupture avec la logique générale de l'action publique depuis une vingtaine d'années. Pire encore, si le « changement » avait pu paraître timide au début, les renoncements, puis les inflexions, puis les reniements et enfin les renversements opérés par la suite ont abouti à un alignement sur une politique de l'offre qui, au final, a rapproché l'économie française de la déflation et n'a pas réduit les inégalités.

Les électeurs ne s'y sont pas trompés, qui par deux fois, ont clairement déserté le camp gouvernemental : en lui infligeant une lourde défaite lors des municipales, en mars, et en renouvelant ce désaveu lors des européennes de juin.

Pour autant, il n'y a aucune alternative crédible qui apparaisse à gauche et ce malgré la grave crise interne au PS, qui voit régulièrement environ un quart des membres de ses instances dirigeantes et de ses députés se dissocier des choix gouvernementaux les plus importants. Le Front de Gauche n'a pas tiré parti de cette situation. Ni les municipales, ni les européennes, ne lui ont permis d'améliorer ses résultats électoraux antérieurs, et les sérieuses tensions internes concernant sa stratégie s'amplifient.

La crise de la gauche politique est donc lourde. Et ce d'autant plus que la poussée électorale de l'extrême-droite est sans précédent. Entre 2009 et 2014, dans un contexte d'abstention à peu près similaire (58,4 % en 2009 ; 57,5 % en 2014), le FN a multiplié son résultat électoral par quatre, devenant le premier parti de France, passant d'à peine plus d'un million de voix à 4,7¹. Le parti d'extrême droite a ainsi amplifié son score de 2012, année où il avait obtenu presque 6,5 millions de voix, soit son meilleur résultat historique.

Face à cela, le mouvement syndical semble frappé d'une véritable sidération, allant du déni de la réalité jusqu'au suivisme désespéré d'un gouvernement à la dérive, en passant par des formes de radicalisation sans perspectives, comme l'attitude de la CGT lors du conflit des cheminots du

¹ À titre de comparaison, lors de la présidentielle de 2012, le candidat du FdG avait obtenu moins de 4 millions de voix... avec une abstention trois fois moindre (20 %)

printemps dernier en est l'exemple. Quel que soit la modalité d'action choisie, et quelle que soit l'ampleur de l'engagement des salariés, la revendication de retour à une entreprise unique était totalement inatteignable : le rapport de force à construire pour y parvenir, dépassait largement la seule SNCF. Il se serait agi de remettre en cause radicalement les modalités libérales de construction de l'Europe. C'était une mobilisation sur la durée de tous les services publics qui aurait été nécessaire. On a ainsi un exemple clair de ce qu'est la « radicalité » syndicale : engager les travailleurs dans des actions qui semblent « fortes », mais au mépris d'une analyse rationnelle et sérieuse de la situation. Ce qui est certain, c'est qu'une telle logique n'est pas au service des salariés.

Plus que jamais, le syndicalisme doit donc se garder des deux écueils principaux que sont la négociation à froid, sans rapport de force, qui ne permet au mieux que de sauver les meubles, d'une part, et d'autre part la fuite en avant dans des actions qui ne feront qu'épuiser les militants, couper l'organisation syndicale des masses et de l'opinion publique, et qui construisent eux-mêmes leur défaite, quitte à transformer en défaite une victoire partielle, mais victoire tout de même.

Au-delà, il ne doit pas non plus se contenter de cette sidération et d'attendre, telle sœur Anne, l'arrivée hypothétique et assez peu réaliste d'une force politique susceptible, grâce à la qualité d'un « projet » produit miraculeusement, d'entraîner les masses et de constituer une alternative sérieuse. Cela n'arrivera pas, car nous ne vivons pas dans le monde éthéré des idées, mais dans le réel. Et dans la réalité, les projets politiques se construisent pas dans des cerveaux, mais dans les actes et les mobilisations. Ce ne sont pas les idées qui font bouger les hommes, mais le mouvement des masses qui produit la conscience de classe.

Car le mouvement syndical a lui aussi sa part de responsabilité dans l'état extrêmement dégradé du rapport de forces sociales. Une fois de plus, au lieu de trouver en lui-même les ressources de son combat pour une autre société, il s'est tourné vers le politique. Or, les partis, quels qu'ils soient, n'ont plus aujourd'hui une base sociale réelle qui leur permettrait d'être autre chose que des comités électoraux, des clubs de supporters d'un « chef charismatique » ou des laboratoires d'idées. La nouvelle sociale-démocratie incarnée par Hollande va au bout de l'ébauche théorique de Jospin qui, au moment de la crise de Renault-Vilvoorde avait expliqué que l'Etat ne pouvait pas tout. Elle s'assigne pour fonction de « gérer » le rapport de forces, pas de le créer. On peut en penser ce qu'on veut, c'est une réalité avec laquelle il faut composer. Quant à savoir s'il vaut mieux qu'une force politique laisse au mouvement social le soin de créer le rapport de forces ou si l'on préfère que le politique se substitue au syndicalisme pour organiser la mobilisation, voire l'instrumentalise et cherche à le diriger, c'est un autre débat...

Face à la catastrophe politique qui s'annonce, le syndicalisme doit voir l'avenir différemment. La question que nous devons nous poser est celle de la nature de notre action si la mécanique conduisant à l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, seule ou accompagnée des ralliés idéologiques d'une UMP de plus en plus droitisée, n'est pas enrayée. Et rien ne laisse penser qu'elle puisse l'être...

Dans ce cadre, les oppositions stratégiques et d'orientations entre organisations doivent être considérées comme secondaires. La question n'est pas de faire l'unité « sur des bases claires » (c'est-à-dire sur les nôtres) avec « ceux qui partagent nos orientations » (c'est-à-dire avec nous-mêmes), mais de rassembler largement ceux qui entendent défendre les salariés sur la seule base qui définit le syndicalisme : le fait que l'unique clivage social pertinent oppose ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et ceux qui profitent de l'exploitation du travail des autres.

C'est aussi une façon d'apporter des réponses pertinentes et efficaces au détournement des propositions progressistes par le FN, qui gagne en cela une audience de plus en plus importante au sein du salariat, y compris parmi les travailleurs sensibles au syndicalisme.

La question de l'unité syndicale est donc désormais plus qu'un débat sur l'utile et l'agréable. C'est une nécessité absolue. C'est même sans doute l'unique moyen d'espérer empêcher le pire.

La solution n'est sans doute pas uniquement dans les rangs de la FSU. La situation interne de la CGT pèse en effet fortement sur l'immobilisme. En panne de direction, avec un secrétaire général par défaut, tiraillée entre deux lignes (la radicalisation systématique d'une part et la volonté d'obtenir des avancées d'autre part), elle est actuellement plus tournée sur elle-même que sur l'extérieur.

Nous n'avons que peu de leviers d'intervention dans ce débat. Sauf peut-être à obtenir une clarification du positionnement de la FSU sur cette question.

Cela commence par le SNES. Les débats du dernier congrès ont fait apparaître des clivages qui pourraient, si on ne lève pas les ambiguïtés, nous conduire dans l'impasse.

Premier débat, celui d'un périmètre unitaire « CGT-FSU-Solidaires ». Réduire notre approche de l'unité à ce triptyque n'a pas d'autre sens que de ne pas vouloir l'unité. Lorsque nous avons parlé de l'unification syndicale et que nous avons choisi de citer la CGT, ce n'était pas pour dire que nous voulions l'unité avec la CGT, mais que sans elle, l'unité n'avait pas de sens. Loin d'être une approche réductrice, visant à limiter l'unité à une fusion CGT-FSU, cette mention avait au contraire pour but d'ouvrir au maximum la dynamique en posant une « condition de possibilité ». L'unité n'est pas possible *sans* la CGT, mais elle n'aurait pas de sens *qu'avec* la CGT. A contrario, introduire Solidaires, qui par ailleurs théorise la division syndicale en deux « pôles », signifie qu'on entend limiter l'unité à une fusion entre ces trois organisations.

Il y a donc deux démarches : celle qui entend ouvrir les portes et les fenêtres, créer une dynamique susceptible de rallier à la logique unitaire tous ceux qui ne se résignent pas à la division et à l'éparpillement, et celle qui veut d'emblée poser des frontières et rassembler un « pôle contestataire » dont personne ne veut, ni à la CGT, ni à Solidaires. S'il faut être franc, on peut penser raisonnablement que cette démarche consiste à prétendre vouloir faire l'unité tout en posant toutes les contraintes possibles pour qu'elle ne se fasse pas. Que ce soit la ligne de l'EE n'est de ce point de vue pas très étonnant...

Deuxième débat, celui de la nature de l'unité. Il est clair que certains craignent que l'on ne s'engage dans une démarche d'adhésion pure et simple de la FSU à la CGT, voire d'une partie de la FSU à la CGT. Cette inquiétude appelle deux remarques. La première c'est qu'au-delà des formes, les dynamiques l'emportent. Le poids de la FSU, notamment dans l'éducation nationale, en terme de nombre d'adhérents et de représentativité, sans parler de la qualité et de la formation de ses militants, est tel que même si l'on envisageait une adhésion « pure et simple », la CGT serait transformée de facto. Sans compter que la CGT est une confédération, et que son évolution depuis une bonne vingtaine d'années va vers une autonomie interne de plus en plus grande de ses fédérations, y compris dans leur mode de fonctionnement.

La deuxième remarque, c'est qu'il n'est pas question de cela, mais bel et bien de construire un nouvel outil syndical rassemblant tous ceux qui entendent participer à la dynamique. Comme je l'ai dit à la tribune du congrès, dans une telle démarche, la FSU devra être respectée pour ce qu'elle est. Nul n'envisage ni de brader, ni de renier l'identité de notre fédération et de notre syndicalisme.

C'est même plutôt l'inverse. Ne rien faire serait renier ce qui est au cœur de notre identité syndicale : l'idée que l'on peut très bien faire fonctionner ensemble syndicalisme de métier et syndicalisme de transformation sociale.

Sauf qu'à rester là où nous sommes, nous perdons progressivement nos moyens de transformer la

société.

Sans démarche unitaire, nous n'avons pas d'autres perspective que de nous transformer en « SNALC de gauche ».

A supposer que sans unité, il puisse encore y avoir un syndicalisme dans quelques années...

Hervé LE FIBLEC